

Les jeunes et le travail : remise en question ou fuite en avant ?
Youth and Work: Contestation or Evasion
Los jóvenes y el trabajo: ¿Cuestionamiento o huída hacia el futuro?

Céline Saint-Pierre

Numéro 8 (48), automne 1982

Le chômage et les jeunes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034809ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034809ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Si la crise actuelle conduit la majorité des jeunes à adopter des stratégies de sauve-qui-peut en vue de répondre à des exigences de survie économique, elle favorise en même temps l'émergence de nouveaux comportements vis-à-vis du travail qui remettent en question son organisation, ses objectifs axés sur la productivité et les modèles de croissance qui les sous-tendent. Le mouvement syndical lui aussi se trouve interpellé par ces transformations.

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saint-Pierre, C. (1982). Les jeunes et le travail : remise en question ou fuite en avant ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (8), 158–164. <https://doi.org/10.7202/1034809ar>

Les jeunes et le travail : remise en question ou fuite en avant ?

C. Saint-Pierre

Crise et restructuration du marché de l'emploi

1965 : un Québécois sur seize âgé de 15 à 24 ans est en chômage. 1980 : un sur six se retrouve dans cette situation. En quinze ans, le taux de chômage des jeunes triple et en six ans, soit de 1974 à 1980, il augmente trois fois plus que celui des adultes. Les plus récentes statistiques canadiennes révèlent que ce taux est maintenant de 18,6 % chez les hommes de cette catégorie d'âge et de 14,3 % chez les femmes. Il y a eux, les jeunes chômeurs recensés, mais il y a tous ceux et celles qui n'ayant jamais obtenu un premier emploi ne sont pas considérés comme tels ; la plupart du temps ils sont soutenus financièrement par leurs familles, par des amis ou par l'État. S'ajoutent aussi ceux qui ne reçoivent plus d'assurance-chômage et ceux qui ne cherchent plus de travail en passant par les bureaux d'emplois. S'ils trouvent du travail, ce n'est pas, la plupart du temps, pour de longues périodes. Beaucoup d'entre eux partageront leur temps entre les études et le travail, activités qu'ils mèneront en alternance ou simultanément. À cette alternance s'ajoutent de longues périodes de chômage pendant lesquelles ils intensifieront leur implication dans la poursuite de leurs études ou encore dans la recherche d'un emploi, lorsqu'ils ne se seront pas tout simplement découragés au point de tout abandonner et de ne rien faire.

Le partage du temps entre les études et le travail est une tendance qui s'accroît tout comme l'alternance entre ces deux types d'activités : études-travail-

études. Cette dernière trajectoire est facilitée par l'implantation de régimes d'études à temps partiel dans les universités et les collèges, et par l'admissibilité, dans le réseau de l'Université du Québec, d'individus âgés de plus de 23 ans et détenteurs d'un diplôme d'études secondaires seulement.

Il n'y a plus, pour la majorité d'entre eux, ce cheminement univoque marqué par des étapes successives où les études précèdent l'entrée sur le marché du travail. La Commission d'enquête sur la formation permanente (appelée communément Commission Jean) révélait récemment que plus de 40 % des jeunes au Québec ne terminent pas leurs études secondaires ; par ailleurs près de 65 % de la population scolaire ne se rend pas au niveau collégial¹.

Il est permis de dire qu'un bon nombre d'entre eux poursuivront leurs études quelques années plus tard étant donné l'assouplissement des critères d'admissibilité dont nous avons parlé précédemment. Avec ce mince bagage intellectuel et une formation professionnelle souvent inadéquate, les jeunes se retrouveront pour la plupart dans des emplois sans intérêt, peu payés, licenciés les premiers et rappelés les derniers. Pour ceux qui auront terminé un diplôme collégial, la situation qui les attend sur le marché du travail n'est guère plus intéressante. Ils deviendront employés, fonctionnaires sans carrière quand ils n'iront pas directement au chômage. Une fois au chômage, il y a de fortes chances qu'un bon nombre d'entre eux décident de poursuivre des études tant pour apprendre que pour remplir les heures creuses et se créer un

milieu de vie. Car pour eux aussi l'espoir de trouver un travail en conformité avec leurs intérêts, leurs goûts et leurs capacités est fort mince.

Les jeunes de 15 à 24 ans sont les candidats idéaux pour toutes formes de travail précaire si répandu dans la période de crise que nous connaissons. Ainsi de 1975 à 1980 au Québec, les emplois à plein temps ont connu une hausse de 3,9 % par rapport à une augmentation de 47,1 % des emplois à temps partiel².

Récemment, la contestation gagnait les rangs des élèves des écoles secondaires, soit les 15-17 ans. L'objet de leur mécontentement visait la mise en application, à compter de septembre 82, d'une directive du ministère de l'Éducation du Québec fixant à 60 % la note de passage pour être promu au degré supérieur. Mais il y avait plus : entrevoyant les difficultés d'accès au marché du travail et insatisfaits de la formation reçue à l'école, deux voix, traduisant deux projets d'écoles et deux projets de vie, se sont exprimées : l'une parle de la nécessité d'une meilleure qualité de l'enseignement axé sur une formation générale tandis que l'autre favorise un enseignement lié à une formation spécialisée, étroitement reliée à la tâche ou au type d'emploi que l'étudiant prévoit obtenir lorsqu'il entrera sur le marché du travail : « Est-ce que j'ai besoin d'apprendre la stylistique pour pouvoir réparer une voiture ? » dira l'un d'eux dans une entrevue radiophonique. L'éternel débat sur les rapports entre l'école et le marché du travail reprend, mais cette fois il est marqué par les transformations que connaît ce dernier en période de crise. Pour les jeunes, le marché de l'emploi se rétrécit considérablement et le secteur tertiaire qui n'avait cessé depuis les années 65 d'absorber les nouveaux venus, ne tient plus ses promesses. Non seulement il ne génère plus de nouveaux emplois mais il les réduit considérablement. C'est à notre avis, ce qui explique en partie les résultats de l'enquête de la Commission Jean : dans une période de crise de l'emploi, la stratégie choisie par plusieurs jeunes consiste à donner plus d'importance à la quête d'un emploi qu'à l'obtention d'un diplôme, fut-il considéré comme prérequis pour avoir accès au marché du travail. On préférera se trouver un emploi, même temporaire, pensant revenir faire des études plus tard, si nécessaire.

Cependant, si beaucoup de jeunes choisissent de tenter leur chance sur le marché du travail et d'y chercher un emploi, cela ne signifie pas pour autant qu'ils

font du travail le centre de leur projet de vie. C'est du moins une hypothèse que nous posons afin d'en arriver à clarifier le sens du travail et les rapports qu'entretiennent les moins de 24 ans avec le travail comme valeur et comme pratique. Étant donné le poids particulièrement lourd de la crise sur les jeunes, il apparaît important de saisir cette conjoncture pour voir jusqu'à quel point les jeunes endossent les idéologies et les pratiques des générations précédentes de travailleurs ou rompent avec celles-ci.

Nous proposons ici de formuler les éléments d'une problématique autour de cette question, objet d'une démarche de recherche entreprise récemment³. Nous pensons que s'opère, depuis quelques années, une remise en question du travail comme centralité de la vie de l'individu. Cette remise en question se fait non seulement à la faveur d'une crise économique qui limite l'accès au marché du travail mais aussi d'une rupture avec l'éthique du travail conçue dans sa fonction déterminante de définition des stratégies qui orientent les projets de vie. Cette remise en question serait portée principalement par les moins de 24 ans tout en rejoignant aussi des travailleurs plus âgés.

*Problématiques du travail et
stratégies des jeunes :
Contester les modes de produire
mais aussi les modèles de consommation*

Les jeunes révoltés de mai 68 manifestaient leur désaccord avec un modèle de société. Ils l'exprimèrent par des pratiques de contestation active ou de retrait d'un monde où seules les activités permettant l'accumulation du capital et l'accroissement de la productivité sont valorisées socialement, considérées comme modes d'insertion sociale et reconnues comme du travail. Ils ont voulu marquer leur désaccord avec une société axée sur la consommation de biens matériels où la quantité compte et bien peu, la qualité. Adversaires des partis au pouvoir et sceptiques vis-à-vis des solutions de rechange proposées par les forces d'opposition, ils ont proposé des modes de vie alternatifs orientés par une problématique où domine le culturel au détriment du politique. Si les modes de vie et la société de consommation figurent comme éléments importants de la contestation de 68, ils portent aussi en germe une révolte contre les formes que prend le

travail dans les sociétés capitalistes. Dans notre optique, les mouvements de contestation tout comme ceux que l'on a qualifiés de contre-culturels expriment des résistances voire des ruptures pouvant porter les germes d'un mouvement social. C'est donc dire que nous n'endossons pas la thèse qui les définit sous l'angle unique de la récupération et du compromis avec les valeurs dominantes du capitalisme. Il faut y voir, selon nous, l'expression de tensions internes et externes entre des forces de résistance et des forces de récupération qui marquent différemment la dynamique de ces mouvements. Questionner les modes de produire, les objectifs de la production et ceux de la croissance, ce sont là des préoccupations qui prennent une place de plus en plus importante dans toute la problématique qui s'articule autour du travail dans la période de la crise actuelle. « Gagner sa vie à la perdre » ; « on veut travailler pour vivre et non pas vivre pour travailler » ; « vivre pour consommer, ça ne nous intéresse pas » ; « on ne veut pas passer notre vie à travailler » ; ce sont là possiblement des expressions qui témoignent, de la part des jeunes, de nouvelles conceptions du travail et de l'organisation de leur vie quotidienne. Si pour la majorité des individus âgés de 30 ans et plus le travail demeure l'implication principale, le moyen par excellence de valorisation et de réalisation de soi, nous faisons l'hypothèse, dans un article récent⁴ qu'il n'en allait pas de même pour la génération qui les suit. La montée du chômage, les licenciements, l'absence de perspectives de travail constituent le lot de la majorité des jeunes et les amènent de plus en plus à formuler de nouvelles conceptions et adopter de nouveaux comportements vis-à-vis du travail. Ceux-ci émergent, bourrés de contradiction, d'où la difficulté d'en dresser un portrait clair, précis, homogène ; leurs cheminement sont multiples. Il serait faux de continuer à penser que les jeunes peuvent être considérés comme une catégorie homogène, unifiée ; bien au contraire, ils se répartissent en plusieurs groupes socialement distincts dont les déterminants et les stratégies varient considérablement. Nous nous intéressons ici à un courant qui nous semble important et qui se greffe autour de nouvelles valeurs et de nouvelles pratiques par rapport à la vie au travail et à la vie hors-travail.

Si les problématiques et les stratégies varient par rapport au travail, elles composent toutes cependant avec la nature de la crise actuelle et ses conséquences. Les jeunes portent le chômage plus que les adultes

comme nous l'avons fait ressortir précédemment. Cela est d'autant plus difficile à vivre qu'ils ont en face d'eux l'exemple de leurs aînés qui, dans les années 60, ont vécu le démarrage d'une période d'abondance, période qui ne semblait pas devoir s'arrêter. Le progrès technique et l'expansion des ressources naturelles laissaient poindre toutes les possibilités d'une vie meilleure avec moins de contraintes économiques et matérielles. Les années 70 marquent le début de l'effondrement de ces espoirs dans un cadre qui demeure trompeur car malgré les difficultés économiques, les richesses matérielles continuent de s'étaler. Par ailleurs, les formes d'incitation à consommer propres aux sociétés capitalistes ne se modifient pas. Ce discours continue à valoriser et à interpeler les jeunes, plus particulièrement par l'intermédiaire de la publicité, tout comme dans les années 60. Les biens de consommation prennent un sens à travers les jeunes, à travers les attributs de la jeunesse. Ce sont eux les prototypes du consommateur (de produits électroniques, de voitures, de bière, etc.). Cependant, si la société capitaliste valorise les jeunes dans la consommation elle leur retire, par ailleurs, en cette période de crise, les moyens d'assumer leur fonction de consommateurs. Elle leur propose le chômage, le travail sous-payé, le travail précaire, peu intéressant et aliénant. Ils cherchent un travail intéressant, correspondant à leur formation, à leurs capacités, ils ont peu de chances d'en trouver. Frustrés économiquement et professionnellement, ils se verront dans l'obligation d'accepter des emplois ennuyeux, routiniers, dangereux, pour assurer leur survie alimentaire en espérant trouver un jour un emploi correspondant à ce qu'ils cherchent. En période de crise, on ne refuse pas un travail qui, même s'il ne satisfait pas, permet d'assurer une certaine indépendance économique. On l'espère temporaire et souvent on le quitte lorsque quelques économies amassées avec le temps permettent de vivre en attendant de trouver quelque chose de plus intéressant. Les mesures sociales rattachées à l'emploi et au chômage telles que l'assurance-chômage, le bien-être social et aussi les prêts-bourses continuent de véhiculer une conception de la société où l'insertion sociale passe par un chemin unique : le travail salarié. Malgré les transformations majeures du marché du travail qui permettent de voir plus clairement les conditions objectives qui créent le chômage, il nous faut constater qu'un grand nombre de ceux et celles qui le vivent

continuent de le faire sur le mode traditionnel de la culpabilité, de la honte, de la punition, du rejet social.

Cependant plusieurs études tendent à démontrer que cette insécurité voire cette angoisse provoquées par la restructuration de l'emploi et la réorganisation du travail, provoquent chez beaucoup de jeunes, une remise en question des valeurs globales de cette société fondées sur le travail comme activité centrale de la vie de l'individu et comme éthique servant de cadre à la définition du soi⁵. Selon un document de l'UNESCO intitulé *Tendances de la jeunesse dans les années quatre-vingt*, il semble que si « la pénurie d'emploi pour les jeunes (soit) le problème majeur des années quatre-vingt, la recherche d'un emploi et la nature même du travail seront tout aussi importants pour la nouvelle génération ». À ce sujet, il est intéressant de rapporter ici quelques-uns des résultats d'une recherche réalisée en Belgique sur *Les jeunes et le travail : attitudes et préférences*⁶ car ils traduisent, de façon plus systématique, certaines tendances observées au Québec. La recherche belge porte sur 1,527 jeunes de 13 à 25 ans (126 individus ont plus de 25 ans dans cet échantillon global). Elle démontre que la crise économique a un impact énorme sur les attitudes des jeunes vis-à-vis du travail. Il semble que depuis que la crise s'accroît, surtout depuis 1980, la priorité des jeunes belges soit, comme nous pouvions nous y attendre, de trouver du travail. Cependant ce qui a changé c'est que le travail, dans son contenu, ne semble plus synonyme de « liberté » pour les jeunes qui le considèrent davantage comme « le moyen d'avoir de la liberté, de faire autre chose... » C'est ainsi que si la sécurité d'emploi vient en tête des revendications, une fois l'emploi obtenu, d'autres s'ajoutent et elles concernent « la situation de travail » ; ce qui ressort le plus souvent concerne « l'intérêt des tâches » et la « qualité des rapports interpersonnels sur les lieux de travail ». Par ailleurs, si l'on préfère l'emploi à temps plein à un emploi « moins bien payé et à horaire réduit » c'est que le premier assure une sécurité matérielle ; une fois celle-ci obtenue, la première revendication devient : « avoir plus de temps libre mais gagner moins d'argent » plutôt que « travailler davantage et gagner plus d'argent ». De cette enquête, il ressort que les jeunes refusent « le fonctionnement des grandes organisations tout comme leur rigidité, leur hiérarchie, leur anonymat, la parcellisation des tâches » et l'absence de mobilité vers des emplois plus

intéressants, plus qualifiés. Il semble que « l'exigence fondamentale d'une vie professionnelle où on sait ce qu'on fait et qui on est » (notamment pour les collègues) ne serait pas appelée à disparaître mais aurait plutôt tendance à s'exacerber par suite des frustrations vécues par plusieurs jeunes dans leurs milieux de travail.

C'est dans la continuité de cette hypothèse que l'on peut comprendre la remise en question de toute une éthique du travail qui a été pendant longtemps celle du mouvement ouvrier et qui voulait que seul le travail rende l'homme libre. Depuis quelques années, commencent à émerger des positions et des pratiques de refus du travail considéré comme non libérateur en soi. Dans cette optique, les jeunes travailleurs jugent le plus souvent souhaitables l'automatisation des tâches ennuyeuses et pénibles et la disparition du travail jugé aliénant : les travailleurs plus âgés, défenseurs de l'éthique traditionnelle, vivent la robotisation et l'automatisation du travail plutôt comme une négation de leurs qualifications professionnelles et de leur identité.

Beaucoup de jeunes sont de plus en plus sensibles aux conditions dans lesquelles s'effectuent leur travail. Ils prennent à coeur, pas encore majoritairement cependant, les problèmes reliés à la santé et à la sécurité du travail et se mobilisent dans des luttes contre la pollution, le bruit, les horaires de nuit, les horaires coupés et les maladies qui se développent dans leur milieu de travail.

Une autre enquête, menée cette fois par la CFDT (centrale syndicale française) auprès de 500 jeunes de 16 à 24 ans⁷ révèle que pour la majorité d'entre eux le travail est « un moyen d'acquérir l'indépendance économique et qu'il ne constitue pas l'axe central de leur vie ». L'opinion majoritaire est que le travail en soi n'intéresse pas mais qu'il est un moyen d'assurer sa subsistance. L'angoisse de ne pas avoir d'argent est présente également chez les garçons et chez les filles alors que celle de ne pas trouver d'emploi est plus forte chez ces dernières. Ce qui explique probablement que les jeunes femmes jugent leur travail de façon plus positive que les jeunes hommes. La notion de salaire d'appoint ne rencontre aucune résonance chez la grande majorité d'entre elles et la stabilité de l'emploi figure au premier rang des motifs d'acceptation pour 48 % d'entre elles. Si les salaires et la garantie de l'emploi préoccupent d'abord les jeunes dans le

contexte actuel de la crise, l'enquête démontre qu'en second lieu leurs préoccupations tournent autour de l'organisation du travail : ils parlent surtout de « l'abrutissement de leur travail, de l'ambiance, des rapports avec leurs supérieurs, de leurs affrontements avec les travailleurs plus âgés ». Parmi les interrogés, 40 % place les possibilités de responsabilités et d'initiative comme raison première d'accepter un travail ; les femmes particulièrement privilégient l'exercice de responsabilités comme un objectif tout à fait prioritaire à l'heure actuelle. Les jeunes distinguent (chez les hommes comme chez les femmes) les tâches de responsabilité de celles rattachées à l'exercice du commandement et de l'autorité, ces dernières ne faisant pas particulièrement l'objet de leurs aspirations. 31 % des jeunes soumis à cette enquête souhaitent travailler à temps partiel et 39 % favorisent un horaire à la carte plutôt qu'un réaménagement uniforme des horaires de travail.

Au Québec, une recherche récente de Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon⁸ auprès de 2000 Québécois révèle que, pour les 18-24 ans, ce qui est le plus important dans un emploi, c'est qu'il soit intéressant (70,8 %), comparativement à 26,2 % qui choisissent la stabilité et 3 % un salaire élevé. Pour toutes les catégories d'âge cependant l'intérêt du travail l'emporte sur la stabilité et sur le salaire mais c'est pour les 18-24 ans que cet aspect est le plus déterminant. Les entrevues que nous avons menées confirment les résultats de ces recherches. Par exemple, la question de l'horaire constitue une préoccupation fort importante : pouvoir choisir son horaire, pouvoir le modifier, constitue un aspect important dans l'évaluation de l'emploi détenu ou postulé. L'horaire traditionnel du 9 à 5 n'est plus nécessairement recherché ; ce qui compte davantage c'est qu'une fois établi, il ne soit pas sujet à des modifications constantes de la part de l'employeur car, dans ces conditions, il devient impossible d'aménager le temps de vie hors-travail sur une base quelque peu permanente. Ce qui pose problème aux jeunes que nous avons interviewés, ce n'est pas tellement de travailler de 16 heures à minuit, mais c'est plutôt de changer d'horaire constamment, de semaine en semaine ou de mois en mois. Les éléments d'observation et d'analyse que nous avons présentés jusqu'ici relèvent d'une stratégie où le travail demeure une valeur importante et où l'on privilégie la création d'emplois qualitativement intéressants. Le contenu du

travail est valorisé et prend de l'importance par rapport à la simple détention d'un emploi apprécié aussi comme outil économique permettant d'assurer son autonomie matérielle, d'organiser sa vie hors-travail de façon convenable.

Une autre stratégie consiste à concevoir le travail comme un gagne-pain uniquement et à privilégier comme mode d'insertion sociale la vie hors-travail. C'est l'orientation et la position adoptées par beaucoup de jeunes face à leur situation fort précaire de travailleur-chômeur. Obligés d'accepter ce qui leur est offert, c'est un sauve-qui-peut économique. Désabusés, souvent cyniques, ils n'espèrent plus rien de ce côté ; la voie de sortie, ils la trouvent dans la vie hors-travail. Le salaire prendra le pas sur le contenu du travail comme revendication importante et l'aménagement du temps libre deviendra une préoccupation première. Cette valorisation du temps libre peut conduire à une remise en question radicale du mode de vie que nous connaissons fondé surtout sur le travail et la consommation ou encore pourra se traduire par une soumission passive aux modèles idéologiques dominants. La consommation de biens matériels faisant partie des aspirations de beaucoup de jeunes, on peut comprendre qu'ils cherchent à accroître leurs heures de travail pour augmenter leur revenu ; souvent accepteront-ils de faire des heures supplémentaires ou prendront-ils un second boulot. Il semble cependant que ce dernier type de comportement soit moins privilégié qu'il y a quelques années non seulement à cause de la baisse des emplois disponibles mais aussi suite à une remise en question des valeurs traditionnelles liées au travail et à la consommation.

Orientations et pratiques syndicales en question

Face à la réorganisation du travail et à la restructuration de l'emploi, face aux problèmes particuliers que rencontrent les jeunes sur le marché du travail précaire, face aux nouvelles problématiques et aux nouveaux comportements vis-à-vis du travail, le mouvement syndical des pays industriels est questionné dans ses structures, dans ses revendications et dans son fonctionnement. Dans l'enquête de la CFDT, il ressort que le syndicalisme est souvent perçu dans sa

fonction intégratrice à une société à laquelle beaucoup de jeunes n'adhèrent plus. Plusieurs d'entre eux préféreront des solutions individuelles plutôt que collectives telles l'absentéisme, les congés sans solde, pour échapper aux contraintes du travail. Les stratégies à long terme ne leur conviennent pas puisque, la plupart du temps, ils ne seront plus là pour bénéficier de leurs retombées. Souvent les questions de stratégies d'action feront l'objet d'affrontements entre vieux travailleurs, plus près des modes d'action traditionnels du mouvement ouvrier (négociations, arbitrage...), et jeunes travailleurs prêts à favoriser l'action directe, immédiate (arrêts de travail spontanés, sabotage...) Les conflits de la Fiat à Turin depuis les années 79-80 ont permis de faire ressortir ces contradictions. La question de l'ancienneté demeure fort litigieuse car les jeunes voient dans cette pratique syndicale un blocage important de l'accès au marché du travail. Les « vieux » sont perçus comme un obstacle à l'obtention d'emplois.

Les syndicats ont des structures souvent inadéquates pour assurer la protection des chômeurs ou des travailleurs précaires. Par ailleurs, les problématiques syndicales demeurent souvent axées sur les conditions qui étaient celles des travailleurs industriels qualifiés ou spécialisés dans la période d'après-guerre. Certaines formes d'organisation du travail endossées par les travailleurs et les travailleuses tels que le temps partiel (voulu et non imposé), le travail partagé, le travail occasionnel (travailler six mois et s'arrêter six mois), les horaires variables ou à la carte, ne sont pris en compte par le mouvement syndical que sous l'angle de leur possible récupération patronale. Tout ce que cela comporte de critique et de rejet de l'organisation du travail et du mode de vie qu'elle entraîne est ignoré ou jugé suspect.

Très souvent, les jeunes feront des propositions dans leurs syndicats tant sur les conditions de travail que sur les pratiques syndicales et se heurteront aux résistances des vieux routiers qui craignent de modifier leurs habitudes et leurs valeurs. La place qui leur est faite dans les structures syndicales est minime et souvent les jeunes parleront de rigidité de ces structures, de fermeture sur des questions qui les préoccupent, de formes de militantisme qui ne leur conviennent pas. S'il y a chute ou absence de militantisme chez les jeunes, ainsi qu'il est observé dans plusieurs organisations syndicales, cela ne peut s'expliquer uni-

quement en termes d'apolitisme ou de virage à droite, comme beaucoup d'interprétations le laissent croire, mais aussi en termes d'inadéquation des problématiques et des pratiques syndicales face à la réorganisation du travail, la restructuration du marché de l'emploi et la remise en question de la finalité du travail dans les sociétés capitalistes. Le mouvement syndical est appelé dans la conjoncture actuelle à étendre son action hors de l'entreprise et à l'élargir à d'autres champs d'intervention, au-delà de la négociation collective. La nécessité de faire le lien entre les conditions de production et les conditions de vie émerge dans les sociétés capitalistes développées et se traduit dans un courant idéologique et des pratiques politiques liées davantage aux mouvements de contestation dans le champ des conditions de vie que dans celui des conditions de production. Ces luttes, de plus en plus appuyées par les couches populaires, trouvent audience auprès des jeunes travailleurs. Poussées au bout de leur logique, elles débouchent sur le rejet de certains types de produits et de la légitimité de branches importantes de la structure industrielle. D'importantes contradictions saisissent alors les travailleurs qui s'y retrouvent car la remise en question de la finalité du produit menace les emplois qui y sont reliés. Le mouvement syndical québécois a amorcé une réflexion en ce sens proposant, par exemple, le recyclage des industries de l'armement et pouvant mener au rejet de la production d'énergie nucléaire à des fins non pacifiques.

Nous croyons, pour conclure, que si la crise actuelle conduit la majorité des jeunes à adopter des stratégies de sauve-qui-peut en vue de répondre à des exigences de survie économique, elle favorise en même temps la consolidation de nouvelles problématiques et de nouveaux comportements vis-à-vis du travail. Ceux-ci remettent en question le travail, son organisation, ses objectifs axés sur la productivité et les modèles de croissance qui les sous-tendent. Ils proposent une nouvelle réorganisation de la vie au travail et de la vie hors-travail tout en valorisant, dans plusieurs cas, la vie hors-travail. Les modèles de vie qui se dessinent dans l'aménagement du temps dit libéré ne se dégagent pas clairement et c'est pourquoi nous avons préféré ne pas aborder cet aspect de façon approfondie. Par ailleurs, le mouvement syndical est aussi interpellé et les réponses qu'il apportera feront l'objet de débats importants dans les prochaines

décennies. La crise du fordisme c'est la crise d'un modèle de société, c'est aussi la crise du travail, dans les formes qu'il a prises surtout avec le taylorisme ; elles nécessitent la recherche de nouvelles issues desquelles émergera peut-être un nouveau projet de société. Tout un courant allant en ce sens commence à prendre forme au Québec comme dans d'autres sociétés développées et rejoint particulièrement ce qu'on appelle communément les jeunes. Il faudra observer leurs multiples actions et écouter leurs diverses paroles pour voir si de nouveaux modes de produire et de nouveaux modes de vie sauront se traduire en orientations globales de ruptures avec cette société en crise.

Céline Saint-Pierre
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

NOTES :

¹ Lévesque, Mireille, *L'Égalité des chances en éducation*, rapport du Conseil supérieur de l'éducation, Gouvernement du Québec, 1979.

² *La Presse*, 13 septembre 1980.

³ Cette recherche porte sur les rapports des jeunes au travail et au mouvement syndical. Elle est entreprise conjointement avec la Confédération des syndicats nationaux et des syndicats dans des entreprises de production industrielle et de service. Elle devrait servir de matériel de base à un colloque organisé par la CSN en 1983.

⁴ Saint-Pierre, Céline, « La crise, le travail et le travail en crise », *Le Devoir*, 4 février 1982.

⁵ Rapport du Colloque sur *Les Jeunes et le travail* tenu les 15 et 16 mars 1981 à Montréal sous l'égide du Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec. Voir tout particulièrement l'intervention de José Roy au chapitre 2 : « Donner un sens au travail ».

⁶ Georges, R., Ledoux, Y., Lisein-Norman, M., *Les Jeunes et le travail : attitudes et préférences*, Institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1981.

⁷ Pour une présentation et une analyse des résultats, voir *CFDT aujourd'hui*, n° 51, septembre-octobre 1981, p. 46-60.

⁸ Bellemare, Diane et Poulin-Simon, Lise, « Plein emploi et chômage : mythes et réalités québécois », dans *La Crise économique et sa gestion*, actes du colloque de l'Association d'économie politique, UQAM, 1981, Éd. Boréal Express, 1982, p. 77-110.

PROCHAIN NUMÉRO :

ÉDUCATION PERMANENTE

Abonnez-vous dès maintenant.

Voir les détails en dernière page.
